

MOOC Connexions Citoyennes Séquence 1 Module 1

Les civic tech, c'est quoi ? Pourquoi les civic tech ?

Loïc Blondiaux, Professeur de Sciences Politiques, Paris I Panthéon-Sorbonne

Imed Bensaied: Bonjour, Sinatou.

Sinatou Saka: Bonjour Imed.

Imed Bensaied: Est-ce que tu t'es déjà énervée toi aussi toute seule ou sur les réseaux sociaux en voyant des choses qui ne marchent pas dans ton pays ?

Sinatou Saka: Mais comment est-ce que tu sais tout ça sur moi ? Tu m'espionnes en fait ?

Imed Bensaied: Mais non, pas du tout ! Mais tout comme toi, j'ai remarqué que plein de jeunes sur le continent veulent se mêler de la politique, sans attendre que les aînés leur en donnent la permission.

Sinatou Saka: On parle de politique au sens large du terme, de tout ce qui concerne le vivre ensemble dans nos pays. On voit que de plus en plus de jeunes en Afrique - comme ailleurs - lassés par la politique à l'ancienne, se saisissent notamment d'outils numériques pour tenter d'améliorer la démocratie dans leurs pays.

Imed Bensaied: Ils sont souvent technophiles, ils sont passionnés par la vie publique et convaincus qu'il faut dépoussiérer la pratique de la démocratie.

Sinatou Saka: Un peu partout sur le continent, ces "Hacktivistes" comme on les appelle ont lancé des projets pour améliorer le fonctionnement démocratique. Mais avant d'aller plus loin, il y a de quoi se poser des questions sur la définition exacte du mot "civic tech".

Imed Bensaied: S'il faut résumer tout ça, les civic tech ont pour point commun de s'appuyer sur les outils numériques pour favoriser l'approfondissement de la pratique démocratique.

Sinatou Saka: Des femmes, des hommes, plus des technologies, plus un projet démocratique. C'est ça dont on parle avec le vocable civic tech.

Imed Bensaied: Pour aller plus loin dans l'explication, on va aller chercher un véritable expert du sujet. Et ils ne sont pas très nombreux.

Quand on parle de civic tech, on parle de quoi exactement ?

Alors on parle d'interfaces numériques, en général d'applications qui ont pour vocation d'améliorer les relations entre gouvernant.e.s et gouverné.e.s, ou d'approfondir l'expérience démocratique des citoyen.ne.s. Donc ça renvoie à des réalités extrêmement diverses. Certaines

sont plutôt utilisées par les gouvernements locaux et nationaux, et d'autres sont plutôt portées par des groupements citoyens qui essaient finalement de faire participer un peu plus la société civile dans les décisions.

Est-ce que dans ce cas on peut parler de l'existence de plusieurs types de civic tech ?

Oui tout à fait. Classiquement on distingue deux grands types de civic tech : les civic tech qui visent à ouvrir les processus gouvernementaux, c'est-à-dire à introduire un peu plus de transparence, de collaboration entre les citoyen.ne.s, les pouvoirs publics et les administrations. Puis il y a les civic tech qui visent à exercer cette fois-ci plutôt un contrôle citoyen sur le processus de décision, qui visent à interpeller les pouvoirs publics. Donc on a ici les deux dimensions de la démocratie : la démocratie institutionnelle, comment améliorer le processus de décision. Puis, ce que Pierre Rosanvallon appelle la contre-démocratie, c'est-à-dire, la manière dont les citoyen.ne.s finalement exercent une sorte de vigilance ou essaient éventuellement de contribuer au pouvoir politique.

On en parle de plus en plus ces dernières années, depuis quand cette notion de civic tech existe-t-elle ?

C'est une innovation qui date d'à peine une dizaine d'années. Les premières applications, les premières expériences et la notion même de civic tech n'apparaît qu'à ce moment-là. En fait, bien plus tard que l'utilisation des technologies numériques dans le secteur économique par exemple. Le secteur politique est l'un des derniers finalement où la révolution numérique commence à porter ses fruits. Mais il me semble que c'est avec le partenariat sur le gouvernement ouvert, l'*open government partnership*, qui a été mis en place il y a quelques années, il y a cinq, six ans par le gouvernement américain, rejoint par d'autres gouvernements, que vraiment la notion des civic tech a explosé.

Maintenant quels sont les enjeux pour l'avenir des civic tech ?

Alors les enjeux pour l'avenir... il y a un enjeu de massification, c'est-à-dire qu'en fait pour l'instant les civic tech - y compris les plus performantes - ne réussissent à mobiliser que quelques dizaines de milliers, au mieux quelques centaines de milliers de citoyen.ne.s, à l'exception des pétitions qui sont d'un type un peu particulier. Je pense que là il va y avoir une nécessité d'inclure de plus en plus de monde dans ces espaces de délibération numérique et surtout ne pas négliger, c'est-à-dire que la pire des choses, pour l'évolution à venir serait qu'on substitue la numérisation à la participation réelle, c'est-à-dire à tout ce qu'on appelle la démocratie participative qui est quelque chose de très important. Les deux choses doivent coexister et se compléter l'une l'autre.

Sinatou Saka: Ce que nous pouvons retenir c'est que...

Imed Bensaïed: Les initiatives qui s'appuient sur les outils numériques pour favoriser l'approfondissement des pratiques démocratiques sont nombreuses, dans les quatre coins du globe.

Sinatou Saka: Tout ça est encore plutôt récent et encore souvent balbutiant.

Imed Bensaïed: Cela reconfigure la relation entre les citoyen.ne.s et les pouvoirs publics.

Sinatou Saka: Il reste encore beaucoup à faire pour inventer des modes de participation citoyenne, et surtout de co-construction entre pouvoirs publics et citoyen.ne.s.

Imed Bensaïed: Et puis, l'Afrique n'est pas en reste. De nombreux.ses citoyen.ne.s tentent de s'approprier des outils technologiques pour "hacker" la démocratie dans leurs pays.

Sinatou Saka: C'est vraiment un enjeu crucial pour notre génération. On continue à en parler dès le prochain module.

Imed Bensaïed: A bientôt Sinatou.

Sinatou Saka: A bientôt Imed.

Sinatou Saka & Imed Bensaïed: Et restez connecté.e.s !